

PDD 6 : Burundi, l'Ikiza

Bonjour à toutes et à tous !

Bienvenue dans ce nouvel épisode de *Points de détails*.

Aujourd'hui, nous allons retourner sur le continent africain et nous intéresser à deux ethnies dont le nom vous est peut-être familier : les Hutu et les Tutsi.

Mais contrairement à ce que vous pouvez penser, je ne vais pas vous parler du génocide des Tutsi au Rwanda en 1994.

Non. Nous allons remonter plus loin dans le temps et traiter de l'histoire de son voisin : le Burundi.

Souvent oublié, le Burundi connut un génocide entre mai et août 1972.

Cette fois-ci à l'inverse du Rwanda, ce fut les Hutu qui furent massacrés par le président Micombero et l'élite tutsi au pouvoir.

Ce génocide fit près de 100 000 morts et toucha principalement les intellectuels hutu.

Les Burundais et Burundaises nommèrent ce drame l'Ikiza : le fléau.

Pour pouvoir comprendre en détails ce génocide, j'ai décidé de diviser cet épisode en trois parties :

Tout d'abord, je vais revenir sur l'histoire du pays avant l'Ikiza, pour examiner les événements qui ont mené à ce dernier.

Ensuite, nous verrons ce qui s'est passé exactement durant ces quelques mois tragiques de l'année 1972.

Enfin, je terminerai en parlant du rôle des pays étrangers, ainsi que des

suites du génocide.

Alors je préfère prévenir tout de suite : l'Ikiza fut et reste encore largement instrumentalisé, notamment depuis le génocide au Rwanda.

Je vais donc faire une petite mise au point dès maintenant : cet épisode ne cherche aucunement à relativiser le génocide rwandais.

Mon but n'est pas ici de vous parler du Rwanda, mais du génocide de 1972 et du Burundi.

Le Burundi, qui malheureusement est un pays dont l'histoire reste encore trop méconnue en France.

**Interlude musical :
La Llorona - Chavela Vargas**

Bien. Commençons par un peu de géographie :

Le Burundi aujourd'hui est un pays de 13 millions d'habitantes et habitants.

Il est peuplé par trois ethnies différentes : les Hutu, les Tutsi et les Twa.

Les Hutu sont l'ethnie majoritaire, représentant 85 % de la population, tandis que les Tutsi représentent 15% et les Twa 1%.

Le Burundi se situe entre la République Démocratique du Congo à l'ouest, la Tanzanie à l'est et le Rwanda au nord.

Il partage d'ailleurs avec ces deux derniers une histoire commune, puisqu'ils furent tous les trois réunis en une seule colonie : l'Afrique orientale allemande.

En effet, suite à la répartition de l'Afrique par les puissances européennes à la conférence de Berlin, c'est l'empire allemand qui se vit attribuer le droit de coloniser la région.

Ce dernier envahit alors la Tanzanie en 1885, puis le Rwanda en 1894, avant d'attaquer le Burundi en 1896.

Le Burundi était à ce moment là un royaume indépendant dirigé par un monarque, le Mwami.

Le Mwami refusa l'expansion européenne et incita son peuple à prendre les armes.

Pendant près de six ans, le Mwami arriva à repousser l'armée allemande, avant que en 1903, il finisse par se rendre contre la promesse de pouvoir conserver son statut de roi.

Néanmoins, l'Allemagne ne garda pas très longtemps ses possessions d'Afrique orientale, puisque celles-ci furent envahi durant la première guerre mondiale par les belges et les anglais.

Les belges récupérèrent alors un mandat de la Société Des Nations pour diriger le Burundi et le Rwanda, qui fusionna en une seule entité : le Ruanda-Urundi.

Par la suite, les belges rattachèrent cette nouvelle colonie au Congo voisin qu'ils possédaient déjà, afin de former un vaste ensemble colonial.

Alors, je me permets de faire un petit aparté sémantique.

Il existe deux pays qui portent le nom de Congo.

L'un fut colonisé par les belges, le Congo-Kinshasa et l'autre par les français le Congo-Brazzaville.

Dans cet épisode, je ne préciserai pas, car je ne parlerai que du Congo-Kinshasa.

Pour asseoir leur domination sur leur colonie du Ruanda-Urundi, les belges employèrent une technique bien connue des anglais : diviser pour mieux régner.

C'est donc par la faute des colons belges qu'une inimitié entre les Tutsi et les Hutu se créa.

Avant la colonisation, les ethnies étaient principalement perçues comme des catégories sociales assez fluides et ne jouaient qu'un rôle mineur dans la manière dont les personnes se définissaient.

Les belges rigidifièrent ces catégories en imposant à partir de 1929 des cartes d'identité obligatoires sur lesquelles l'appartenance ethnique était notifié.

Les colons racialisèrent aussi les identités ethniques en les associant à des particularités physiques soit disant « *héréditaire* ».

Ainsi, les Tutsi qui étaient vus comme plus blanc de peaux furent considérés comme une « *race* » supérieure et privilégiés pour occuper des postes de chefs dans l'administration.

Des postes que les Tutsi par ailleurs ne pouvaient pas vraiment refuser de peur de subir la répression féroce des colons.

Cette préférence pour les Tutsi fut aussi relayé par l'église catholique, ainsi que par le système scolaire, qui favorisa grandement les élèves tutsi afin qu'ils deviennent la futur élite du pays.

Sans surprise, la discrimination mise en place par les belges provoqua une forte rancœur chez les Hutu envers les Tutsi.

Une rancœur qui viendra alimenter les nombreux conflits qui éclateront entre ces deux communautés.

Les belges occupèrent le Ruanda-Urundi pendant plus de 40 ans et se seraient bien vu continuer à l'occuper 40 ans de plus.

Mais à la fin des années 50, les temps avaient changé et l'air des décolonisations soufflait sur le continent Africain.

La France c'était retiré du Maroc, de la Tunisie et de la Guinée, tandis que l'Angleterre elle était partie du Soudan et du Ghana.

Il devenait dur pour les belges de continuer à exercer leur domination comme avant.

Ce fut cependant ce qui survint au Congo, qui les poussèrent finalement à entamer des réformes.

En janvier 1959, à Léopoldville (l'ancien nom de Kinshasa, la capitale du Congo), éclata des émeutes d'une ampleur sans précédent.

Celles-ci avaient pour origine l'interdiction d'une manifestation pour l'indépendance du pays.

La situation dégénéra tellement, que le pouvoir colonial du déployer ses blindés pour réussir à rétablir l'ordre.

Plus de 300 personnes perdirent la vie suite à la répression.

Les émeutes de Léopoldville poussèrent la Belgique à changer de tactique et à l'image de la France et l'Angleterre à opter alors pour du néo-colonialisme.

L'idée du néo-colonialisme est qu'à la place d'administrer des territoires directement, les colonisateurs s'appuient plutôt sur une élite indigène conciliante, qui les autorise à piller les ressources du pays.

Suivant cette idée, la Belgique laissera ainsi le Congo devenir indépendant en 1960 et le Ruanda-Urundi en 1962.

Mais ces indépendances furent précédées à chaque fois par une ingérence belge, qui aboutit à 3 drames : l'assassinat de Patrice Lumumba au Congo, l'assassinat de Louis Rwagasore au Burundi et la révolution Hutu, au Rwanda.

Les événements du Congo étant complexes, je ne reviendrai pas ici sur l'assassinat de Patrice Lumumba et sur ce qu'il impliqua, mais comme d'habitude je vous met des liens sur le site pour ceux qui veulent se renseigner.

Il faut par contre que je vous parle de ce qu'il s'est passé au Rwanda, car cela impacta considérablement le Burundi.

Au Rwanda à la fin des années 50, la Belgique se sentit trahi par l'élite

tutsi, car celle-ci s'engageait fortement en faveur de l'indépendance.

La Belgique retourna alors sa veste et oeuvra pour que ce soit finalement les Hutu qui prennent la tête du futur pays.

Ainsi en novembre 1959, les Hutus appuyés par les belges se soulevèrent contre le pouvoir tutsi.

Ce soulèvement fut nommé la Révolution sociale ou la Toussaint Rwandaise.

La révolte dura deux ans et aboutit en 1961 à un remplacement total de l'élite Tutsi par l'élite Hutu.

Redoutant les représailles des nouveaux chefs, plus de 300 000 Tutsi prirent la fuite et se réfugièrent dans les pays voisins.

Au Burundi, ces événements marqueront considérablement les esprits.

Les Tutsi burundais et burundaise redouteront pendant des années que la révolution Hutu ne se reproduise chez eux.

Cette crainte est fondamentale à avoir en tête, pour comprendre les réactions tutsi et le déclenchement du génocide, dans les années suivantes.

Toutefois en 1961, au Burundi la situation était bien différente du Rwanda.

Les belges n'y soutenaient pas le parti politique pro Hutu, mais le PDC, le Parti Démocrate Chrétien, qui leur semblait le plus à même de négocier une indépendance en leur faveur.

Sauf que, lorsqu'arriva les élections pour désigner le gouvernement de la monarchie constitutionnelle qu'allait devenir le pays, ce ne fut pas le PDC qui l'emporta, mais son principal opposant : l'Union Pour le Progrès National, l'UPRONA.

Et l'UPRONA était dirigé par quelqu'un que les belges ne voulaient surtout pas voir à la tête du pays : Louis Rwagasore.

Qui était-ce ?

Et bien Louis Rwagasore était le fils du Mwami et un fervent militant pour une indépendance totale du pays.

Fondateur de l'UPRONA, il prônait aussi une relation apaisée entre les ethnies, étant lui même un Tutsi marié à une Hutu.

En outre, Rwagasore était vu comme une menace pour les belges, depuis qu'il avait appelé au boycott de leurs magasins et incité les burundaises et burundais à ne plus leur payer d'impôts.

Les belges avaient déjà tenté de le neutraliser en le plaçant en résidence surveillée.

Cela ne l'empêcha toutefois pas de remporter les élections et d'être nommé le 29 septembre 1961, premier ministre du Burundi.

Malheureusement, il ne resta en poste que deux semaines, puisqu'il fut assassiné par un membre du PDC le 13 octobre.

Longtemps démentis, la complicité de la Belgique dans cet assassinat fut démontré en 2021 par le sociologue Ludo De Witte dans son livre « *Meurtre au Burundi* ».

L'assassinat de Rwagasore mit un terme à une brève tentative politique de réconciliation entre les Hutu et les Tutsi.

Les dix années suivantes, entre l'indépendance en 1962 et le génocide en 1972 furent marquées par de nombreuses crises et une forte instabilité parlementaire.

À partir de 1965, pas moins de trois coups d'états vont se succéder en à peine un an.

Trois coups d'états qui eurent chacun leur importance dans la route qui mène au génocide et donc sur lesquels il me faut revenir.

Le premier putsch eut lieu le 18 octobre 1965.

Des militaires Hutus tentèrent de prendre le pouvoir en attaquant

simultanément le palais du Mwami et la maison du premier ministre.

Le soulèvement était alors largement motivé par la décision du roi de ne pas reconnaître la victoire des Hutu à la dernière élection en nommant un premier ministre Tutsi.

Si les rebelles réussirent à assassiner le premier ministre, le roi lui prit la fuite et se cacha au Congo voisin.

Dès le lendemain du coup d'état, la nouvelle entraîna dans la province de Muramvya des déchainements de violences des Hutu envers les Tutsi.

Des maisons furent brûlées et plus de 500 Tutsi furent massacrés.

Malgré ça, le putsch échoua.

Même en l'absence du Mwami, le gouvernement réussit rapidement à contre-attaquer et à arrêter les militaires séditeux.

Cette reprise en main fut menée par un jeune officier tutsi, qui s'imposa comme le nouvel homme fort du régime : Michel Micombero.

Retenez bien ce nom, nous allons rapidement le recroiser.

86 militaires Hutu dont les présidents de l'assemblée nationale et du sénat furent jugés et exécutés pour leur « *supposée implication dans le putsch.* »

En réalité, ces personnes furent surtout condamnées afin de purger le plus de Hutu possible de l'armée.

À ces 86 exécutions s'en rajouta des milliers d'autres dans la province de Muramvya.

En effet, le gouvernement voulant punir le massacre de Tutsi qui s'y était perpétré, déclencha une répression totalement démesurée.

Entre 2 500 et 5 000 Hutu furent tués par les forces de l'ordre.

Le coup d'état de 1965 est aujourd'hui considéré comme la première grande crise inter-ethnique du Burundi.

Certains et certaines spécialistes estiment même que la répression sanglante qui s'abattit sur les Hutu constitua un prélude au génocide à venir.

Par ailleurs, avec le coup d'état 1965 débuta aussi les différentes réinterprétations des événements.

En effet, certaines versions de l'histoire oublient étrangement de mentionner les massacres de Tutsi, tandis que d'autres oublient elles de mentionner ceux des Hutu.

Ces oublis volontaires permettent d'accentuer le rôle de victimes d'une ethnie, au détriment de l'autre.

Enfin, le putsch de 65 est incontournable pour comprendre l'histoire du pays, car il posa les racines, qui amenèrent directement aux deux autres coups d'états, quelques mois plus tard.

Ainsi le 8 juillet 66, le roi n'étant toujours pas revenu de son exil, son fils décida de le renverser par un autre coup d'état.

Il prit sa place et devint le nouveau Mwami : Ntare V.

Et à votre avis, sur qui Ntare V c'est-il appuyé pour faire ce coup d'état ?

Sur Michel Micombero, l'officier qui avait empêché le putsch de 65.

Cette fois, Ntare V remercia Micombero de son aide en le nommant premier ministre.

À partir de là, vous devinez peut-être pourquoi il eut un troisième coup d'état ?

En effet, moins de six mois plus tard, Micombero décida de prendre tout le pouvoir pour lui et renversa Ntare V, qui partit à son tour en exil.

Mais n'étant pas de la famille royale, Micombero ne pouvait pas se déclarer Mwami.

Il abolit alors la monarchie et transforma le Burundi en une république

dont il était le président.

Une république qui malheureusement devint vite une dictature à parti unique.

Pour autant, l'instauration de la dictature ne signifia pas la fin des troubles.

Après une courte accalmie, les crises se succédèrent à la fin des années 60.

Avec tout d'abord une crise économique.

À partir de 1969, le pouvoir d'achat et les conditions de vie des burundais et burundaises se dégradèrent considérablement, notamment à cause de la corruption du régime.

Cette crise économique renforça comme souvent les discours haineux et racistes, qui accusèrent les différences ethniques de tous les problèmes.

Mais la crise économique fut aussi suivit de plusieurs crises politiques.

Tout d'abord, des Hutus tentèrent de nouveau de faire un coup d'état.

Cette fois-ci cependant ils ne purent mettre leur plan à exécution, car le complot fut découvert par les autorités.

Les conspirateurs furent arrêtés et le gouvernement en profita pour faire de nouvelles purges dans l'armée.

65 Hutu furent condamnés et plus d'une vingtaine exécutées.

Le complot de 69 continua d'aggraver les tensions ethniques, entre d'un côté des Tutsi qui tenaient des propos de plus en plus raciste et de l'autre des Hutu qui estimaient que les condamnations étaient disproportionnées, surtout vu que les conspirateurs n'étaient pas passés à l'acte.

Par ailleurs, les purges de 69 laissèrent un vide, qui permit à un petit groupe de Tutsis radicaux de consolider sa main mise sur le gouvernement.

Le groupe de Bururi (comme il était nommé en référence à la région dont était issu la plupart des ses membres), s'empara ainsi petit à petit des

leviers administratif, politique et militaire.

Or, le groupe de Bururi était prêt à tout pour rester au pouvoir.

Il n'hésita donc pas pour cela à diviser encore un peu plus les burundais et burundaises entre elleux.

C'est comme ça, qu'en juillet 1971, le groupe va essayer de se débarrasser de ses rivaux, les Tutsi libéraux en les accusant d'un faux complot visant à renverser le président.

L'accusation de complot leur permettait de faire un coup double, d'une part neutraliser leurs adversaires et de l'autre terroriser toutes personnes qui auraient pu s'opposer à eux.

Mais leur plan ne va pas exactement se dérouler comme prévu.

Car à l'inverse des condamnations de 69, le procès du faux complot va s'éterniser pendant des mois.

Un temps qui permit aux voix dissidentes de se faire entendre et de dénoncer une machination comparé aux procès de Moscou.

La situation politique se tendit tellement à ce moment là, que l'ambiance ressemblait à celle d'une pré-guerre civile.

En janvier 72 finalement, six mois après le début du procès, le verdict tomba : 9 personnes furent condamnées à mort, 7 à la prison à vie et les autres à des peines allant de 20 à 5 ans d'emprisonnement.

Cependant, Micombero sentant que toute cette affaire pourrait finir par se retourner contre lui, s'empressa aussitôt de gracier les condamnées.

Les peines de mort furent diminuées en perpétuité et certaines personnes furent même relâchées.

Cette clémence trancha avec les condamnations impitoyables prononcées contre les comploteurs hutu deux ans auparavant, montrant une fois de plus le double standard prévalant entre les ethnies.

C'est dans ce moment de crises intenses, que l'ancien Mwami Ntare V décida de quitter son exil pour revenir au Burundi.

Craignant les intentions de l'ancien roi, Micombero fit arrêter celui-ci dès son arrivée dans la ville de Gitega.

Et afin de pouvoir le surveiller, le fit assigné à résidence dans son ancien palais.

Malgré ces précautions, le retour du Mwami poussa la crainte du complot à son maximum.

Chaque clans politique redoutaient que ses adversaires ne tentent un nouveau coup d'état pour rétablir la monarchie.

Finalement, toute cette tension explosa le 29 avril, avec le déclenchement d'une insurrection hutu dans le sud du pays.

Une insurrection qui sonna le début du génocide...

Interlude musicale : The Drums Of Burundi de The Sacred Drums Of Burundi

Bien, maintenant que nous avons vu les différents événements, qui ont amenés à la situation du pays en 1972, nous allons nous pencher en détails sur le génocide.

Celui-ci se déroula sur quatre mois, entre mai et août et fut déclenché en réponse à une nouvelle insurrection hutu.

En effet, le 29 avril des militants hutu lancèrent une rébellion armée de grande ampleur dans le sud du pays. Celle-ci se concentra particulièrement autour des villes de Rumonge, Nyanza-lac et Bururi.

Au cours du soulèvement, les rebelles s'emparèrent d'armureries, assassinèrent les autorités locales et s'en prirent aux familles tutsi.

Ils torturèrent et tuèrent ces dernières, avant de brûler leur maisons et d'abattre leur troupeaux.

Durant les massacres, ils n'épargnèrent ni les femmes enceintes, ni les nouveaux nés, montrant une volonté évidente d'éradiquer les Tutsi.

L'aspect ethnique de ces massacres doit toutefois être relativisé, car le comportement des Hutu locaux fut loin d'être homogène.

Si dans certains cas, les Hutu collaborèrent avec les insurgés en leur indiquant où ils pouvaient trouver des Tutsi, dans d'autres ils aidèrent au contraire les Tutsi à se cacher et à s'enfuir.

Une aide qui n'était pas sans risque, puisque les rebelles assassinaient aussi les Hutu, qu'ils estimaient trop proche des Tutsi.

De manière général, la population hutu local refusa de se joindre aux exactions commises contre les Tutsi.

Ce qui surpris d'ailleurs les insurgés, qui étaient persuadés qu'ils seraient accueillis par celle-ci en libérateurs.

Comme souvent, le nombre de victimes de cette insurrection est impossible à réellement connaître.

Les chercheuses estiment que se serait entre 1 000 et 2 000 personnes qui auraient perdues la vie, majoritairement des Tutsi.

Au total, le soulèvement hutu ne dura pas plus de quelques jours.

Mais malgré cette brièveté, les insurgés déclarèrent les territoires sous leur contrôle « *République de Martyazo* ».

Aujourd'hui encore, nous n'avons que très peu d'informations sur cette rébellion et comment elle fut formé.

Ce qui est sûr, c'est que les insurgés hutu furent accompagnés par des mercenaires de guerre congolais.

Je ne développe pas plus ce point ici, car j'en re parlerai dans la troisième partie sur le rôle de l'international dans le génocide.

Ce qui reste inconnu cependant, c'est la nature du soulèvement : s'agissait-il d'une révolte régionale ou d'un mouvement piloté depuis la capitale ?

Si nous ne savons pas ce qu'il en fut réellement, certains éléments tendent plutôt à valider la deuxième hypothèse.

En premier lieux, le fait que les rebelles étaient pour la plupart dans un état second, drogué au chanvre.

Quel rapport me direz-vous ? Ils ont pu tout simplement décider de se droguer, avant de passer à l'acte.

Certes, mais là, les effets du chanvre furent tels, que les insurgés se croyaient littéralement invincibles et que certains se jetèrent sous des balles en pensant que ce n'était que de l'eau.

Des comportements qui laissent donc plutôt penser que les assaillants furent drogués exprès pour pouvoir ensuite les pousser à massacrer les Tutsi.

Si probablement l'insurrection fut organisé par une élite hutu, une autre thèse circula sur l'origine du soulèvement : celui-ci aurait été organisé par Micombero lui même pour faire diversion et éteindre les critiques portées contre son gouvernement.

Cette thèse fut alimenté principalement par l'étrange enchainement des choses le 29 avril.

Ce jour la en effet survint à la suite trois évènements majeurs : le soulèvement hutu, la dissolution du gouvernement par Micombero et l'assassinat de Ntare V.

Toutefois, si Ntare V fut bel et bien éliminé par un ordre du président, les chercheuses estiment au final que l'enchainement de ces trois faits relève plus du hasard, que du complot.

Micombero n'eut rien à voir dans l'insurrection hutu et fut le premier surpris par celle-ci.

Il se remit cependant vite de sa stupeur, car dès le lendemain, il contre attaquait :

Tout d'abord, un couvre feu national fut déclaré et tout les rassemblements de plus de trois personnes interdits.

Ensuite, les gouverneurs de provinces furent remplacés par des gouverneurs militaires, afin de donner à l'armée les pleins pouvoirs.

Enfin, la radio annonça la mort de Ntare V en faisant croire que des Hutu avaient tenté de le délivrer pour le remettre sur le trône.

Un mensonge dont le seul but était d'attiser la haine contre les Hutu.

Par ailleurs, même si officiellement le gouvernement était dissout, ce fut le groupe de Bururi et en particulier l'ancien ministre Arthémon Simbananiye, qui orchestra une grande partie de la répression.

Toujours hanté par la peur que le scénario rwandais se répète, le groupe de Bururi décida non pas de simplement écraser la révolte, mais d'étouffer définitivement tout pouvoir hutu.

À partir du 30 avril, la répression génocidaire se déploya simultanément dans le sud et dans les principales villes.

Par soucis de clarté, je vais cependant vous parler de ces deux lieux l'un après l'autre.

Commençons par le sud.

Une fois déployé, l'armée burundaise n'eut aucune difficulté pour venir à bout de l'insurrection.

En à peine une semaine, entre le 30 avril et le 5 mai, elle reprit tous les territoires tenus par les rebelles.

Néanmoins, la rapidité de l'opération fut surtout possible grâce à sa

brutalité. La « *pacification* » ne fut en réalité qu'un immense bain de sang.

La région étant à 99% Hutu, l'armée traita les civils comme de potentiels complices des insurgés et s'en prit à eux.

Elle massacra les élites hutu, afin de décapiter toute organisation politique et de désorganiser les communautés.

La répression fut particulièrement impitoyable là où la rébellion avait été la plus forte. C'est à dire à Bururi, à Nyanza-lac et à Rumonge.

Les massacres de l'armée prirent de telles proportions, que le pouvoir central envoya la JRR en renfort.

La JRR pour la Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore était le bras militant du parti unique au pouvoir l'UPRONA. Composé aussi bien de Hutu, que de Tutsi, la JRR était un mélange d'une élite étudiante et d'une jeunesse prolétaire désœuvré.

Une fois sur place, les brigades de la JRR se comportèrent comme une milice toute puissante et la violence augmenta drastiquement.

Les brigades n'hésitèrent pas à piller, brûler et tuer comme elles leur plaisaient.

On passa alors d'une logique de répression militaire à celle d'une inquisition généralisé.

N'importe qui pouvait être arrêté et exécuté, tant qu'il était Hutu.

Encore une fois, ce fut les personnes éduquées ou possédant un peu de richesses, qui furent les principales touchées.

Une fois les victimes éliminées, ses biens étaient spoilés par les miliciens.

Le pillage était alors indissociable des massacres et devint rapidement la vraie motivation des arrestations.

De plus, comme les forces armées étaient totalement couvertes par leur hiérarchies, une sorte d'hystérie du massacre s'empara d'elles, les faisant commettre de nombreuses atrocités.

Elles tirèrent et abattirent des gens dans tous les sens.

Elles noyèrent des personnes en les jetant tout attachées dans les rivières.

Elles en laissèrent d'autres mourir de faim dans les prisons.

Et évidemment, elles agressèrent et violèrent des femmes et des jeunes filles.

Face à cette violence, des dizaines de milliers de personnes prirent la fuite vers la Tanzanie et le Congo voisin.

Ceux qui ne s'enfuirent pas furent exécutés petit à petit, au fur et à mesure des jours.

Cette épuration ethnique finit même par toucher la JRR, qui élimina les membres hutu de ses propres brigades.

Comme je vous le disais, en parallèle de l'écrasement de la révolte dans le sud, la répression se déploya aussi dans les deux plus grandes villes du pays : Gitega et Bujumbura.

Là, les militaires et les policiers se lancèrent dans une purge à grande échelle de l'élite hutu.

Tous les Hutu qui étaient soit à des postes intellectuels soit à des postes de pouvoir furent arrêtés.

Les secteurs qui furent purgés en priorité furent ceux de l'armée, de l'administration et de l'éducation.

Une des premières rafles eut ainsi lieu à l'Université officielle du Burundi.

Là, une vingtaine d'élèves Hutus furent emprisonnés et tous les cadres administratifs eux furent exécutés.

La méthode utilisée lors des rafles était toujours la même : un convoi militaire arrivait avec une liste précise de personnes à arrêter, celles-ci étaient ensuite jetées en prison et la plupart finissaient par être exécutées au bout de quelques jours.

Les prisons se transformèrent rapidement alors en de véritables centres d'exterminations.

Les prisonniers-prisonnières y étaient tués à coup de gourdin, avant d'être jetés dans des fosses communes.

Et comme dans le sud lorsque quelqu'un était arrêté, ses biens étaient automatiquement pillés.

Après une semaine de rafles, il ne restait aucun ministère, ni aucun service public qui avait échappé aux purges.

Le 5 mai, l'armée avait définitivement écrasé la rébellion hutu et les burundaises et burundais crurent alors que la répression allait elle aussi prendre fin.

Mais au contraire, deux jours plus tard, Micombero annonça à la radio que les ennemis de l'unité et de la paix n'étaient pas encore revenus à la raison et déclara donc une nouvelle phase de contre-insurrection.

Celle-ci après avoir décimé les régions du sud et les villes de Gitega et Bujumbura, s'étendit à tout le pays.

Et les cibles des purges elles aussi s'élargirent.

Après les ministères, les écoles et l'administration, elles visèrent les rares entreprises industrielles du pays.

Désormais, même les Hutu de basse classe sociale pouvaient être visés.

Dans les écoles, on passa d'arrestations ciblées faites par la police, à une épuration systématique des étudiants-étudiantes hutu, faites directement par d'autres élèves.

Dans certains établissements par exemple, des élèves tutsi provoquèrent exprès des altercations avec leur camarades hutu pour pousser la police à intervenir et les arrêter.

Dans d'autres, des groupes de Tutsi extrémistes s'occupèrent directement des purges en chassant et battant à mort les élèves hutu.

Dans les campagnes, après avoir touché les élites, l'élimination des Hutu s'abattit ensuite sur les petits commerçants, puis sur la paysannerie, avant de toucher n'importe qui possédait quelques biens.

Encore une fois durant cette seconde phase, le pillage, la convoitise et les vengeances personnelles motivèrent de nombreuses arrestations.

Si vous étiez Hutu, vous pouviez vous faire dénoncer par votre voisin, juste car celui-ci voulait récupérer votre voiture, ou votre radio ou votre toit en tôle.

Vous pouviez aussi vous faire dénoncer par quelqu'un, qui souhaitait prendre votre boulot et était intéressé que la place se libère.

Vous pouviez enfin vous faire dénoncer par un Tutsi pour un différend non réglé, une querelle de voisinage ou un procès gagné contre lui.

À un niveau étatique, le groupe de Bururi et certains responsables n'hésitèrent pas à profiter de la situation pour éliminer leurs concurrents.

Par ailleurs, c'est cette licence à la vengeance personnelle, qui explique que de nombreux.les Tutsi furent elleux aussi victimes des purges.

Iels étaient alors dénoncer sous le prétexte qu'iel étaient trop « *proche* » des Hutu.

De plus, lors de cette seconde phase la violence génocidaire monta encore d'un cran.

Les prisonniers-prisonnières étaient directement exécuté.es, les malades achevé.es à coups de baïonnettes dans les hôpitaux, les personnes arrêté.es jusque dans les églises et même des prêtres disparaissaient.

Face à de telles exactions, il eut bien évidemment des tentatives de résistances, mais globalement celles-ci furent assez rares.

S'il est difficile de savoir exactement pourquoi il n'eut pas plus de rebellions, trois éléments peuvent toutefois nous éclairer :

En premier, le fait qu'à cause de l'extermination des élites, les capacités d'organisation et de résistance des Hutus furent fortement déstabilisés.

En second, le fait que les militaires jouissaient de la légitimité de l'état, et était donc respecté par une large majorité de la population.

Et en troisième, le fait que les actes de résistances amenaient une répression totalement disproportionnée.

Ainsi, si un village prenait les armes pour se défendre, l'armée réagissait en massacrant tous les hommes vivant à des kilomètres alentours.

Jusqu'à mi-mai, la machine à exterminer tourna à plein régime dans tout le Burundi.

Près d'un tiers des fonctionnaires furent exécuté.es.

40 % des enseignantes et enseignants disparurent, ainsi que 60 % du personnel de santé.

Environ 150 000 personnes s'enfuirent dans les pays voisins.

Et il eut plus de 100 000 morts, dont près d'un tiers pendant la reconquête du sud.

Au final, ce n'est qu'à partir du 16 mai, que les choses commencèrent à changer dans le pays.

Ce jour là, l'ancien ministre tutsi de l'élevage et de l'agriculture Raphael Remezo fut arrêté pour avoir critiquer l'impact des massacres sur le monde paysan.

Cette arrestation provoqua un sursaut au sein de l'élite tutsi modéré, qui réalisa, qu'ils seraient les prochains-prochaines à subir la répression.

Iels intervinrent alors auprès de Micombero et firent pression sur ce dernier pour qu'il reprenne la situation en main.

Ce lobby fut fructueux, car dès le lendemain Raphael Remezo fut relâché et le président fit diffuser à la radio un appel incitant à cesser la délation.

Bon pour être complètement honnête, Micombero ne décida pas de calmer le jeu qu'à cause de la demande Tutsi.

Deux autres facteurs précipitèrent cette décision : l'un politique et l'autre économique.

Côté politique, suite à un article condamnant le génocide dans la presse belge, l'opinion internationale commençait enfin à faire pression sur le régime.

Et côté économique, les massacres ayant totalement déstabilisé la vie agricole, le pays était proche de la crise.

Car non seulement, les paysans-paysannes n'osaient plus vendre leur production, de peur qu'on ne les tues pour les voler.

Mais en plus, il n'y avait plus personne pour la récolte du café, qui devait débiter le 30 mai.

Ors, le café était alors l'une des principales ressources qu'exportait le pays.

Pour tenter de pallier à ces difficultés, Micombero mit sur pied un « *conseil des sages* ».

Son but était de faire le tour du pays pour ramener le calme et encourager les paysans-paysannes à sauver la récolte de café.

Une stratégie qui fut assez efficace, puisqu'à partir du 7 juin, le travail des champs reprit et les massacres se réduisirent considérablement.

Mais malgré cette baisse, de nombreuses arrestations continuèrent d'avoir lieu un peu partout et la situation fut loin d'être revenue sous contrôle.

Micombero se résolu donc le 14 juillet à former un nouveau gouvernement pour reprendre les choses en mains.

En effet, depuis le début du génocide le pays en était dépourvu, puisque le président l'avait renvoyé le 29 avril.

En signe d'apaisement, Micombero désigna comme premier ministre un Tutsi modéré, Albin Nyamoya et aussi quatre ministres hutu.

Enfin, quatre ministres que l'on présuma être Hutu, tant il fut presque impossible d'en trouver encore en vie.

Nyamoya comme le « *conseil des sages* » avant lui, entreprit alors une tournée du pays pour restaurer la paix.

Bien que la situation se calma petit à petit, il eut encore des exécutions tout l'été.

Fin août, celles-ci furent presque terminées et Micombero décida de rétablir les gouverneurs civils dans les provinces.

Le 15 septembre, malgré d'énormes difficultés, les élèves hutu et tutsi retournèrent à l'école.

Cette rentrée scolaire acta de facto la fin du génocide.

Interlude musicale : Sambolera Mayi Son de Khadja Nin

Pour conclure cette épisode, je vous propose dans cette dernière partie de revenir sur le rôle des pays étrangers dans le génocide burundais.

Et on va commencer par celui des trois voisins du Burundi : le Congo, la Tanzanie et le Rwanda.

Du côté du Congo, de nombreux mercenaires Mulélistes participèrent à l'insurrection hutu du 29 avril.

Ces derniers étaient d'anciens partisans du congolais Pierre Mulele, qui avait mené une insurrection au Congo en 1963 pour essayer de renverser le dictateur Mobutu.

C'est d'ailleurs parcequ'il croyait qu'il s'agissait d'une nouvelle insurrection Mulélistes, que Mobutu accepta d'aider Micombero dans la répression.

Il envoya alors 200 parachutistes au Burundi, qui servirent principalement à sécuriser l'aéroport de Bujumbura.

Néanmoins, lorsque Mobutu eut vent de l'ampleur des massacres et apprit qu'il s'agissait en réalité d'une insurrection hutu, il rappela ses troupes et refusa toute aide au régime burundais.

C'est à peu de chose près le même scénario qui eut lieux en Tanzanie.

Si aucun tanzaniens ne participa à l'insurrection hutu, celle-ci fut organisé depuis leur pays.

Une information que le dirigeant Nyerere essaya sûrement de faire oublier en acceptant d'aider Micombero à écraser la rébellion.

Il lui fournit alors plus de 17 tonnes de munitions.

Toutefois, comme Mobutu, lorsque Nyerere apprit la réalité des massacres, il arrêta sa coopération et refusa toute nouvelle demande d'armes.

Du côté du Rwanda, le pays étant dirigé par le pouvoir pro-hutu de Kayibanda, on aurait pu s'attendre à ce qu'il soutienne l'insurrection.

Mais il n'en fut rien.

Au contraire, comme le Burundi accueillait des milliers de réfugié.es tutsis

de la Révolution de 59, Kayibanda préférais ne pas déstabiliser son voisin, de peur que ces derniers-dernières ne reviennent au Rwanda.

Devant les massacres, Kayibanda se contenta de simple protestations contre la violence de la répression.

En plus des états voisins, deux autres pays alors très impliqués au Burundi étaient deux puissances de la guerre froide : c'est à dire les États-Unis et la Chine.

Concernant les États-unis, je sais que ça va vous surprendre, mais pour la première fois dans ce podcast, ils n'eurent aucune responsabilité dans le génocide.

Car, même s'ils achetaient 80% du café burundais, le pays ne représentait pas pour eux d'enjeu majeur.

À ce moment là, le président Nixon avait surtout les yeux rivés sur l'Amérique latine et l'Asie du Sud-Est.

En effet, moins d'un an auparavant, il aidait la déstabilisation du Chili d'Allende et soutenait le génocide au Bangladesh.

En Afrique, la priorité des États-Unis était les endroits où ils se retrouvaient en confrontation direct avec le communisme comme au Congo, en Éthiopie, ou en Angola.

Ils restèrent donc assez en retrait des événements du Burundi, traitant ces derniers uniquement comme une crise humanitaire.

Ils finirent tout de même par hausser le ton en septembre et décidèrent de rappeler leur ambassadeur et de revoir leur relation avec Micombero.

Pour ce qui est de la Chine, celle-ci essayait de se faire une place en Afrique, en soutenant tout ce qui n'était pas encore affilié à l'un des deux blocs.

Elle fut ainsi un soutien sans faille du régime burundais tout au long du génocide.

En mars 72, elle lui envoya une grosse aide économique et militaire.

En juin, elle le félicita pour la gestion de la répression, grâce à un nouveau don.

Et en juillet, elle lui fit livrer des armes pour pallier le refus de la Belgique de continuer à lui en fournir.

En parlant de la Belgique justement, penchons-nous sur son cas.

Les liens entre le Burundi et l'ancien colonisateur étaient encore très forts en 1972.

La Belgique fournissait une aide économique qui représentait près de 30 % du budget burundais et était le premier fournisseur du pays en termes d'importations.

De plus, la Belgique était aussi toujours très présente sur le terrain.

Plus de 250 coopérants-coopérantes fournissaient une assistance dans les domaines de l'enseignement, l'agriculture, la santé, la justice, la religion et bien évidemment l'armée.

Lorsque le génocide débuta donc, les relations entre les deux pays étaient très bonnes.

Néanmoins, lorsque le 3 mai Micombero demanda de l'aide à la Belgique pour une livraison de munitions, celle-ci refusa.

Elle redoutait qu'une aide militaire ne se retourne contre elle par la suite, en fonction de la tournure des événements.

Elle se mit alors dans une posture d'attentisme.

Ainsi, même lorsque ses coopérants-coopérantes témoignèrent des massacres qu'ils avaient vu, la consigne fut de garder le silence.

Les choses n'évolurent qu'à la fin mai, lorsque des premiers articles de presse sortirent condamnant le génocide.

À ce moment là, le gouvernement belge remit en question la coopération entre les deux pays et exigea de Micombero la fin des exécutions.

Il refusa aussi toute nouvelle livraison d'armes et la coopération militaire finit par être retiré quelques mois plus tard.

En comparaison, cette remise en question ne fut pas du tout à l'ordre du jour dans le dernier pays dont nous allons voir l'implication : la France.

La France était la deuxième puissance avec lequel le Burundi avec le plus d'échanges.

N'ayant pas d'anciens liens de colonisation, leur rapprochement c'était fait grâce à la francophonie des deux pays.

Plus de 120 coopérants-coopérantes étaient présent-présentes sur le terrain, principalement dans l'enseignement.

La coopération était aussi militaire avec notamment des hélicoptères français qui furent offerts gracieusement à l'armée burundaise.

Des hélicoptères qui avec leur pilotes français furent utilisés pour aider la Tanzanie à apporter des munitions à Micombero au début du génocide.

Et surtout qui furent impliqués dans le mitraillage de civils, lors de la reconquête du sud.

Malgré ça et malgré les rapports détaillés des coopérantes-coopérants sur les massacres en cours, à aucun moment la France ne remit en question ces liens avec le régime burundais.

Elle profita au contraire du retrait belge pour accentuer sa présence militaire et prendre sa place.

Enfin, avant de terminer cette partie, il y a un dernier aspect de l'implication étrangère qu'il me faut mentionner : c'est le détournement de l'aide internationale.

En effet, dès le début de la répression, le régime burundais demanda à la communauté internationale une aide humanitaire.

Cette demande lui permettait de faire croire qu'il se souciait du sort des milliers de réfugié.es, tout en dissimulant la réalité de la situation.

De nombreux pays répondirent à cet appel.

Ce fut la Belgique et les États-Unis qui fournirent la plus grande aide matérielle et économique.

Sauf que cette aide en réalité n'arriva jamais aux réfugié.es.

Elle fut entièrement détournée par le régime, qui s'enrichit en la revendant.

En plus de cette manigance, le matériel des ONG présentes sur place fut lui aussi détourné.

Des véhicules de l'OMS, de l'ONU et de l'UNICEF furent ainsi utilisées lors des rafles.

Les bulldozer allemands eux furent confisqués pour creuser des charniers.

Interlude musicale : Papa Nzeyimana de Mkombozi

Si le génocide se termina en septembre 1972, il n'en fut pas de même des tensions inter-ethniques.

Celles-ci continuèrent malheureusement à faire de nombreux morts dans les années qui suivirent.

Ainsi en 1988, le scénario de l'Ikiza se répéta.

Une insurrection hutu, dans le nord cette fois, entraîna des massacres de Tutsi, auquel le gouvernement répondit par une répression féroce.

Des centaines de Tutsi et des milliers de Hutu perdirent la vie en quelques semaines.

Cinq ans après, en 1993, les tensions entre Tutsi et Hutu aboutirent à une guerre civile.

Une guerre civile, qui fera près de 300 000 morts et ne prendra fin que 11 ans plus tard, en 2005.

Ces conflits, de même que le génocide des Tutsi au Rwanda en 1994, contribuèrent à effacer de la mémoire l'Ikiza.

Quand aux responsables du génocide de 72, ils ne furent jamais inquiétés pour ce dernier.

Micombero régna en dictateur jusqu'en 1976, avant d'être finalement renversé par un coup d'état.

Il mourut en exil en Somalie en 1983.

Artemon Shimbanaye, le ministre qui organisa une grande partie de la répression continua lui une longue carrière politique, avant de finir par se convertir à l'évangélisme.

Il mourra au Rwanda en 2024, à l'âge de 89 ans.

Au final, il n'eut aucun procès et personne ne fut condamné pour la répression de 72.

Il fallut attendre 2014 pour qu'une commission vérité et réconciliation soit enfin mise en place au Burundi.

Celle-ci a pour but d'enquêter sur les nombreux conflits qui ont ensanglanté le pays depuis son indépendance.

Sa mission fut par la suite étendue, pour inclure aussi les crimes des colonisations allemandes et belges.

La commission commença son travail par l'Ikiza et rendit en 2021 un rapport décrétant qu'un génocide avait bel et bien été commis contre les Hutu.

Cependant, l'impartialité de la commission est fortement remise en causes

par différentes ONG.

Celles-ci l'accusent d'être un instrument de propagande au service du régime pro-Hutu actuellement en place.

Malheureusement, aujourd'hui encore l'histoire du génocide des Hutu au Burundi continue d'avoir de nombreuses zones d'ombres.

Des ombres qui ne pourront être levées, que grâce à des recherches indépendantes et déconnectées de tout enjeu de pouvoir.

Interlude musicale : La Llorona - Chavela Vargas

Merci d'avoir écouté cet épisode, j'espère qu'il vous aura plut et si c'est le cas n'hésitez pas à le partager.

Cette épisode a été écrit en grande partie grâce au livre de Jean-François Dupaquier et Jean-Pierre Chrétien *Burundi 1972 ; au bord des génocides*.

Un livre très riches en informations, que je vous recommande vivement si vous souhaitez approfondir le sujet.

Comme d'habitude vous pouvez en plus trouver des ressources sur le site du podcast : pointsdetails.noblogs.org

J'en profite aussi pour vous rappeler que *Points de détails* est un podcast hébergé par la plateforme Spectre, spectremedia.org.

Une plateforme gratuite et indépendante sur laquelle vous pouvez retrouver des dizaines de podcasts passionnants.

N'hésitez pas par ailleurs si vous le pouvez à soutenir la plateforme grâce à un don.

Cette épisode sur le Burundi était le dernier consacré à la période post seconde guerre mondiale.

Le prochain épisode ne traitera donc pas d'un génocide oublié, mais sera plutôt une sorte de conclusion à cette première partie.

Je vous dis donc, à la prochaine sur *Points de détails*.